



VEILLE JURIDIQUE n°2018-5 mai 2018

Les informations qui constituent cette veille sont issues :

- des journaux officiels
- des recueils des actes administratifs
- Quoi de neuf sur Bercy Colloc, rubrique du Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi (Minefe)
- la Gazette des Communes

Les thèmes abordés sont :

- [l'eau destinée à la consommation humaine](#) (Autorisation de prélèvement et périmètres de protection, production et distribution, tarification et redevance, administration, divers)
- [l'eau et les milieux aquatiques](#) (réglementation, usages de l'eau, entretien des rivières, redevance, eaux pluviales, programme de surveillance, divers)
- [les marchés publics](#) (principes fondamentaux, passation des marchés, exécution des marchés, contrôle des marchés, dispositions diverses, règlement des litiges, délégation de service public)
- [l'agriculture](#) (programme d'actions et mesures agri-environnementales, pmpoa, produits phytosanitaires, divers)
- [divers](#)

Certaines informations juridiques font l'objet d'un commentaire.

EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE

Thème	Eau potable – Assises de l'eau
Type d'infos	Communiqué
Intitulé	Assises de l'eau : une consultation ouverte aux élus sur la compétence eau et assainissement
Source	<i>Environnement Magazine du 3 mai 2018</i>
Commentaire	Vendredi 27 avril dernier, le secrétaire d'État auprès du ministre de la transition écologique, Sébastien Lecornu, a lancé, dans le cadre des assises de l'eau, une consultation auprès des maires de France et des élus locaux chargés de la compétence eau et assainissement.

Thème	Eau potable – Solidarité
Type d'infos	Communiqué
Intitulé	Eau et énergie : l'usine à gaz des aides sociales
Source	<i>La Gazette des Communes du 3 mai 2018</i>
Commentaire	Couper l'eau en cas d'impayés ou, même, réduire le débit est interdit. Afin d'aider les familles en difficulté à payer leurs factures, plusieurs dispositifs existent concernant l'eau, mais aussi l'énergie. Pour quelle efficacité réelle sur la précarité ?

Thème	Eau potable – Gestion patrimoniale
Type d'infos	Communiqué
Intitulé	Assises de l'eau : l'AFB envisagée comme l'organisme dédié au grand cycle
Source	<i>Environnement Magazine du 14 mai 2018</i>
Commentaire	L'Union nationale des industries et entreprises de l'eau et de l'environnement (UIE) préconise un financement propre pour le grand cycle de l'eau, dont l'Agence française pour la biodiversité (AFB) assurerait la gestion. L'organisation professionnelle identifie aussi des ressources financières mobilisables pour le petit cycle.

Thème	Eau potable – Gouvernance
Type d'infos	Communiqué
Intitulé	Transfert des compétences eau et assainissement : pas de compromis possibles
Source	<i>La Gazette des Communes du 21 mai 2018</i>
Commentaire	<p>La commission mixte paritaire a acté le désaccord profond entre l'Assemblée et le Sénat sur le transfert des compétences eau et assainissement. Cependant, cette proposition de loi devrait aboutir avant l'été. Avec, en parallèle, un éclaircissement des financements pour la gestion des eaux pluviales.</p> <p>Réunie le 17 mai, la commission mixte paritaire (composée de sept sénateurs et sept députés) sur la proposition de loi relative au transfert des compétences eau et assainissement n'a pas abouti à un accord. Pas étonnant, vu les différences entre le texte adopté le 17 avril au Sénat et celui voté par l'Assemblée nationale le 31 janvier.</p> <p>La ligne rouge : la loi NOTRe</p> <p>Emilie Chalas, députée LREM de l'Isère et rapporteure de la proposition de loi pour l'Assemblée nationale, avait fixé deux lignes rouges à ne pas franchir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le maintien du transfert pour toutes les agglomérations à 2020, • le transfert obligatoire pour les communautés de communes en 2026, au plus tard (si le dispositif de la minorité de blocage était activé et reportait donc le transfert). <p>La position arrêtée par le Sénat était, au contraire, de maintenir le caractère optionnel de ce transfert, c'est-à-dire de revenir sur la loi NOTRe. « Pour nous, il n'est pas recevable de revenir sur ce point. Le Sénat fait de la politique politicienne sur ce sujet et ne veut pas trouver de compromis. Pourtant à la fin du groupe de travail, en novembre dernier, sénateurs et députés de</p>

tous bords avaient signé un texte validant l'obligation de transfert », regrette Emilie Chalas.

Transmission du rapport sur les eaux pluviales

Autre point d'achoppement : la sécabilité des compétences eaux pluviales et assainissement. Comme annoncé au Sénat, les services de Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre de l'Intérieur, ont enfin transmis aux parlementaires cette semaine le [rapport prévu](#) par la loi Fesneau ([loi du 30/12/2017 concernant la Gemapi](#)), qui devait être normalement remis fin février. Il met en annexe le [rapport du CGEDD d'avril 2017](#) sur la gestion des eaux pluviales. Ce rapport valide la nécessité d'éclaircir cette compétence et de la lier à l'assainissement pour la transférer d'office aux EPCI-FP. Mais il faut distinguer la responsabilité de la compétence eaux pluviales de son financement.

Financements en réflexion aux Assises de l'eau

« Le sujet de cette proposition de loi est de savoir qui fait quoi et non qui finance. Pour nous, cette compétence est liée à la compétence assainissement. Mais comme la CMP n'a pas été conclusive, nous allons rouvrir des auditions sur ce sujet », annonce Emilie Chalas.

En outre, dans le cadre des [Assises de l'eau](#) qui viennent d'être lancées, un groupe de travail est consacré au financement du petit et du grand cycle de l'eau. Il traitera de la compétence Gemapi et des eaux pluviales.

Côté agenda, avant l'été, ces questions liées au financement devraient être éclaircies. Et dans les mêmes délais, cette proposition de loi devrait être adoptée.

Thème	Eau potable – Solidarité
Type d'infos	Communiqué
Intitulé	Le Sedif et Veolia souhaitent passer du traitement d'« urgence » à la prévention
Source	<i>Environnement Magazine du 24 mai 2018</i>
Commentaire	L'aide au règlement des factures concentre encore 40 % du budget alloué au programme de soutien aux usagers démunis, lancé en 2011.

Thème	Eau potable – Qualité de l'eau
Type d'infos	Communiqué
Intitulé	Nantes Métropole et le CSTB créent un observatoire du goût de l'eau
Source	<i>Environnement Magazine du 31 mai 2018</i>
Commentaire	Nantes métropole annonce s'associer au Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) afin de créer un « observatoire du goût de l'eau ».

EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

Thème	Eau et milieux aquatiques – Changement climatique
Type d'infos	Communiqué
Intitulé	Le comité de bassin Loire-Bretagne adopte son plan d'adaptation au changement climatique
Source	<i>Environnement Magazine du 9 mai 2018</i>
Commentaire	Le 26 avril dernier, le comité de bassin Loire-Bretagne a adopté son plan d'adaptation au changement climatique.

MARCHES PUBLICS

Thème	Marchés publics – Passation de marché
Type d'infos	Question parlementaire
Intitulé	Marchés publics : à quel moment la vérification des interdictions de soumissionner doit-elle s'effectuer ? - Jean-Marc Zulesi, n° 2679, JO de l'Assemblée nationale du 27 février 2018
Source	<i>La Gazette des Communes du 18 mai 2018</i>

Thème	Marchés publics – Passation de marché
Type d'infos	Jurisprudence
Intitulé	Régularisation des offres : ce que pouvoir veut dire - Conseil d'Etat, 26 avril 2018, req. n° 417072
Source	<i>La Gazette des Communes du 24 mai 2018</i>
Commentaire	Parfois, les textes paraissent parfaitement clairs. Mais le juge est tout de même amené à rappeler le sens de termes parmi les plus courants, y compris celui du verbe « pouvoir »...

AGRICULTURE

RAS

DIVERS

Thème	Divers – Communes rurales
Type d'infos	Texte réglementaire
Intitulé	Arrêté préfectoral n°2018-23163 du 25 mai 2018 fixant la liste des communes rurales d'Ille-et-Vilaine au sens des articles L 3334-10 et R 3334-8 du code général des collectivités territoriales
Source	<i>Recueil des Actes Administratifs n°654 du 31 mai 2018</i>